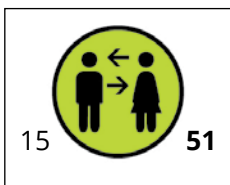


Le devenir des titulaires du master obtenu en 2017 à l'université de Rennes 1

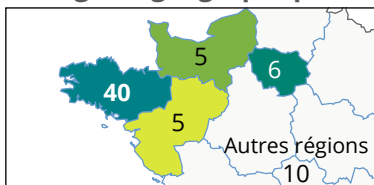
Sur les 77 diplômés entrant dans le champ d'enquête (voir méthodologie), 66 ont répondu au questionnaire soit un taux de réponse de 85,7%.

Caractéristiques de la population répondante

Genre



Origines géographiques



Baccalauréat

Bac S	22
Bac ES	36
Bac L	5
Bac Techno.	2
Autres	1
Total	66

Les poursuites d'études après le master

Poursuites d'études directes :

- 4 en Doctorat (2 Droit public et 2 Histoire du droit) à l'université de Rennes 1 (35)
- 6 en Formation préparant au métier d'avocat (CRFPA) (4 à l'univ. de Rennes 1 (35) et 2 à l'univ. de Caen (14))
- 5 en Préparation aux concours de cat. A de la fonction publique (dont 4 à l'IPAG de l'Univ. de Rennes 1 (35))
- 6 en Préparation à divers concours (2 à la Magistrature, 1 Officier de la gendarmerie, 1 Professeur des écoles, 1 CPAG à Sciences Po. et 1 en Formation supconcours en ligne)
- 11 en Master (2 Droit et gouvernance du secteur sanitaire et social, 2 Droit de la sécurité sanitaire alimentaire et environnementale, 2 Santé publique, 2 Droit public, 1 Politiques publiques, 1 Prép'ENA et 1 MEEF)
- 2 dans d'autres formations (1 Licence Admini. publique, 1 Certificat de délégué à la protection des données)

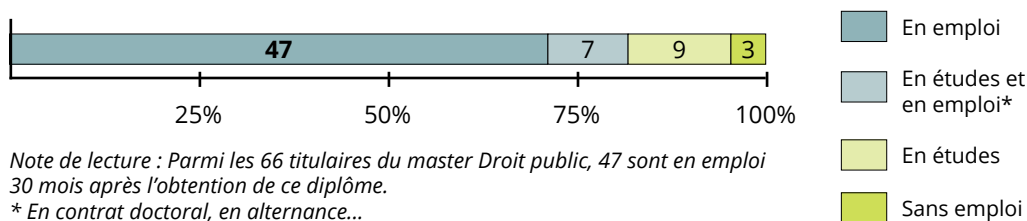
Reprise des études après une année d'interruption :

- 2 en CRFPA, 1 Master MEEF Lettres modernes, 1 en Master Etudes européennes, 1 en Mastère spécialisé management par projets, 1 Certificat de délégué à la protection des données et 1 Concours de cat. A

Reprise des études après deux années d'interruption :

- 1 en Préparation au concours agents publics en autorisation d'absence

La situation au 1^{er} décembre 2019 (30 mois après le master)



Note de lecture : Parmi les 66 titulaires du master Droit public, 47 sont en emploi 30 mois après l'obtention de ce diplôme.

* En contrat doctoral, en alternance...

Méthodologie : Bien que l'analyse de «la formation tout au long de la vie» et des mobilités internationales (échanges ERASMUS, partenariats universitaires...) soient très intéressantes, nous nous sommes concentrés, au regard des objectifs de cette étude, exclusivement sur les diplômés d'un master de nationalité française et en formation initiale. Les étudiants en formation continue font l'objet d'enquêtes spécifiques.

L'emploi au 1^{er} décembre 2019 (30 mois après le master)

(Les données sur l'emploi, ci-dessous, concernent les diplômés n'ayant pas poursuivi d'études après le master)

Parmi les 24 étudiants qui sont sortis de l'enseignement supérieur en 2017, **23** sont en emploi et 1 est inactif.

21 diplômés sur 23 ont obtenu leur premier emploi en moins de 3 mois.

Contrat (N=23)

CDI	11
Fonctionnaire	6
Prof. lib., indépendant	-
CDD	5
Autres	1

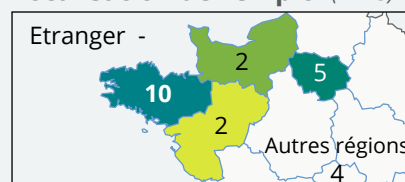
Statut (N=23)

Cadre, ingé./Cat.A	16
Techn., prof. int./Cat.B	5
Employé, ouvrier/Cat. C	2

Temps de travail (N=23)

Temps plein	23
Temps partiel	-

Localisation de l'emploi (N=23)



Salaire net mensuel* (N=22)

Minimum	1 350 €
Moyen	1 815 €
Maximum	2 300 €
Médian**	1 800 €

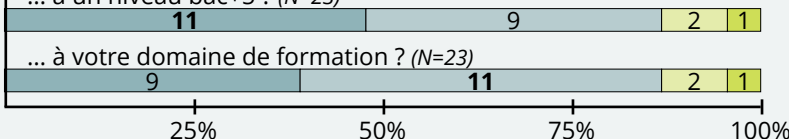
* A temps plein, hors primes et 13^{ème} mois avant prélèvement des impôts sur le revenu, hors diplômé travaillant à l'étranger.

** 50% des salaires sont en dessous de ce montant et 50% sont au-dessus.

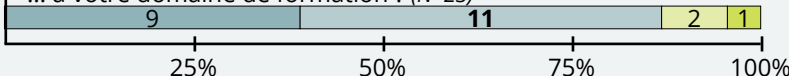
Évaluation de l'emploi

L'emploi que vous occupez correspond-il :

... à un niveau bac+5 ? (N=23)

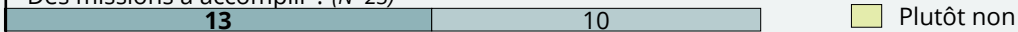


... à votre domaine de formation ? (N=23)

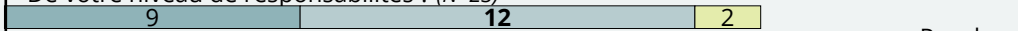


Etes-vous satisfait(e) dans votre emploi :

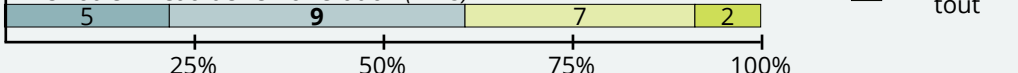
Des missions à accomplir ? (N=23)



De votre niveau de responsabilités ? (N=23)



De votre niveau de rémunération (N=23)



* Note de lecture : 11 titulaires du master Droit public estiment que leur emploi correspond tout à fait à un niveau bac+5.